



Plan d'urgence pour faire baisser les prix de l'énergie et faire payer les profiteurs de guerre

L'année prochaine, le ministre Vandenbroucke augmentera fortement le prix des médicaments anticholestérol. Alors que le ministre de la Santé avait promis que les patients à haut risque – comme ceux qui ont déjà eu une crise cardiaque – seraient exemptés de cette hausse de prix, le budget de l'INAMI montre qu'il ne tient pas sa promesse et qu'ils devront eux aussi payer davantage.

Mais le gouvernement doit aussi prendre des mesures urgentes pour protéger le pouvoir d'achat de la population. Le PTB propose trois mesures concrètes pour garder la facture énergétique sous contrôle et faire payer les multinationales qui profitent de la guerre. Ce n'est pas à nous de payer le prix de leur guerre !

1. Réduire les accises sur le gaz
2. Bloquer les prix du carburant à 1,60 euro/litre
3. Limiter les prix de l'électricité

Baisser les accises sur le gaz

Au moment où les prix du gaz augmentent à nouveau de plus de 75 % à cause de l'agression des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, le gouvernement De Wever–Bouchez impose sa décision d'augmenter encore les accises sur le gaz. Lundi 2 mars, les partis de la majorité ont approuvé cette hausse en commission Finances au parlement fédéral.

Alors que les familles et les petits indépendants croulent déjà sous des factures d'énergie exorbitantes, le gouvernement veut encore faire payer en moyenne 78 euros d'accises supplémentaires par an à un ménage moyen.

Nous appelons le gouvernement à retirer immédiatement cette hausse prévue et à réduire davantage les accises en fonction de l'augmentation des prix. Le précédent gouvernement Vivaldi avait déjà augmenté les accises sur le gaz naturel, ce qui fait qu'un ménage moyen paie aujourd'hui plus de 156 euros d'accises par an sur le gaz naturel.

Il existe une proposition de loi du PTB en ce sens, qui pourrait être votée rapidement. En période de nouvelle explosion des prix, les pouvoirs publics doivent protéger la population, et certainement pas la taxer davantage.

Bloquer les prix du carburant à maximum 1,60 euro/litre

Les prix du pétrole augmentent eux aussi fortement à cause de la guerre au Moyen-Orient. Et on le sent à la pompe. L'essence et le diesel risquent à nouveau d'atteindre des prix record, alors que beaucoup de travailleurs ont besoin de leur voiture pour aller travailler.

C'est pourquoi le prix du carburant doit être bloqué à maximum 1,60 euro par litre, soit le prix à la pompe avant le début de la guerre. Aujourd'hui, près de la moitié du prix à la pompe est constituée d'accises et de taxes. En les réduisant, le gouvernement peut intervenir immédiatement.

Limiter les prix de l'électricité

Le prix de l'électricité est aujourd'hui lié au prix du gaz. Cela signifie que dès que le prix du gaz augmente, le prix de l'électricité augmente automatiquement lui aussi. Même l'électricité produite dans des centrales nucléaires ou par des éoliennes, dont les coûts de production n'augmentent pas, est vendue à ce prix plus élevé.

Ce système européen entraîne des surprofits pour les grandes multinationales de l'énergie. Alors que les familles paient plus cher, les producteurs réalisent d'énormes marges sur une électricité produite à bas coût.

Pour récupérer ces surprofits et maintenir des prix plus bas, le prix doit être basé sur les coûts réels de production, plus une marge raisonnable. C'est la seule manière de geler les prix de l'électricité et de reprendre le contrôle de notre facture énergétique. Il est temps d'abolir ce système de marché européen absurde.

Faire payer les profiteurs de guerre

Pour financer ces mesures, nous proposons une taxe exceptionnelle sur les surprofits des multinationales pétrolières, qui profitent à nouveau massivement de la hausse des prix. Des entreprises comme Total, Shell et Exxon engrangent d'énormes surprofits, notamment grâce à la pure spéculation. D'ailleurs, leurs cours boursiers ont augmenté depuis le début de l'agression contre l'Iran.

Ce sont des profiteurs de guerre. Il est inacceptable que les travailleurs paient la facture pendant qu'une poignée de multinationales s'enrichissent.

L'Europe doit aussi adopter un ton plus ferme vis-à-vis des États-Unis. Alors que les tensions s'aggravent, les États-Unis nous vendent leur gaz liquéfié à des prix record. L'Europe est devenue de plus en plus dépendante du gaz naturel liquéfié américain (GNL), cher et polluant.

Les politiciens et les va-t-en-guerre qui plaident pour une nouvelle escalade militaire disent que nous devons « accepter le coût de la guerre et des sanctions ». Mais ce ne sont pas eux qui paieront la facture. Ce sont les travailleurs, les familles et les petits indépendants.

C'est pourquoi nous devons tout faire pour arrêter la guerre. Et c'est pourquoi nous devons faire payer les profiteurs de guerre. C'est là que nous devons trouver l'argent pour financer les mesures pour protéger la classe travailleuse.